

CHANGEMENT CLIMATIQUE

«La question de l'eau doit réellement être prise en compte dans les négociations»

À la veille de la Conférence des Parties sur le changement Climatique (COP20) qui se tiendra à Lima du 1^{er} au 12 décembre, nous interrogeons Philippe Guettier, directeur général du Partenariat Français pour l'Eau et Héroïse Chicou, son adjointe, sur la position des acteurs français un an avant la COP 21 à Paris.

Quelles sont les priorités du Partenariat Français pour l'Eau en vue de la COP20 à Lima et de la COP21 à Paris ?

Philippe Guettier : En tant que plateforme multi-acteurs, notre rôle est de porter la voix de tous les acteurs français dans les enceintes internationales (onusiennes ou pas). Il nous faut pour cela mettre en place une dynamique de consensus. Nous sommes actifs en vue de l'Assemblée Générale de Nations unies de septembre 2015 qui adoptera l'agenda post-2015, où l'eau doit trouver une place forte, mais on travaille aussi sur le Forum Mondial de l'Eau en Corée (12-17 avril 2015). Depuis 2012, nous avons également étendu nos activités pour participer chaque année à la Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm.

Héroïse Chicou : Les COP, soit conférences des parties, réunissent les 195 pays de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). En décembre 2015, la Conférence se tiendra à Paris, le Bourget (COP21). L'objectif politique sera de permettre en premier lieu un accord fondamental pour l'avenir de notre



Philippe Guettier et Héroïse Chicou, du Partenariat Français pour l'Eau

planète visant à maintenir le réchauffement global terrestre en-dessous des 2°C par rapport à l'année 1990. La COP de Lima est une étape préparatoire à la COP de Paris.

P. G. : Le Partenariat Français pour l'Eau agit auprès du Gouvernement français pour qu'il intervienne afin que la question de l'eau soit réellement prise en compte dans les négociations sur le climat en vue de la COP21 et que les différents types de décideurs l'intègrent pleinement dans leurs décisions. Henri Bégorre (président) et Jean-Luc Redaud, viennent de transmettre en ce sens aux ministres concernés un Appel des 120 membres du Partenariat.

HC : La plateforme travaille envers le recensement de bonnes pratiques des acteurs français de l'eau en France et à l'international en matière de réponse au dérèglement climatique mettant en avant des bonnes pratiques. Dans ce cadre nous préparons aussi une publication pour le Forum Mondial de l'Eau de Daegu-Gyeongbuk (Corée du sud) en avril 2015.

Quelle est la marge de manœuvre de la France dans ces négociations ?

HC : Les positions se défendent en tant qu'Union Européenne. L'UE s'est montrée en retrait lors des COP de Doha et Varsovie, mais il y a des chances que

l'on change de vitesse à Lima. Elle est la première à amener des engagements chiffrés à la table des négociations pour 2015 : les émissions de gaz à effet de serre devront diminuer d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici à 2030, les énergies renouvelables devront représenter 27 % du mix énergétique de l'UE et 27 % d'économies d'énergie devront être réalisées. Il s'agit d'un signal fort en vue de la COP, François Hollande a d'ailleurs qualifié cet accord d'ambitieux, même si pour beaucoup ce « cap pour le climat » ne va pas encore assez loin.

Les autres pays devront aussi venir en 2015 avec des propositions d'engagements vis-à-vis du climat. Les discussions actuelles autour de la transition énergétique en France, et les annonces récentes (12 novembre) des Etats Unis et de la Chine, d'intégrer pour la Chine par exemple au moins 20 % d'énergies non fossiles dans la consommation d'énergie du pays en 2030 sont des premières étapes dans les négociations.

P.G : En tant que membre de l'Union Européenne, la France doit arriver à mobiliser ses partenaires européens, et à se présenter en 2015 comme un pays exemplaire qui a déjà entamé sa propre transition énergétique.

Quels sont les principaux enjeux que pose le changement climatique en matière d'eau ?

P.G : Nous préférons parler de dérèglement climatique, un terme qui rend mieux compte de la

situation puisque les variations climatiques sont multiples et se font ressentir différemment entre les régions. Le lien entre l'activité humaine et l'augmentation des températures est de mieux en mieux établi. Si la communauté internationale avait prévu 2°C de réchauffement global par rapport à 1990 dans les accords passés, le GIEC rapporte maintenant un risque d'une augmentation pouvant aller jusqu'à 4°C en 2050¹.

Les impacts sont très différenciés en fonction de la situation géographique. Les populations et territoires aujourd'hui déjà vulnérables seront les plus touchés. L'eau est l'un des secteurs qui est le plus affecté par ce dérèglement. Nous avons travaillé sur une note de synthèse du 5^e rapport du GIEC de 2014 qui décrit les principaux impacts du dérèglement climatique sur l'eau. Même si les impacts sont géographiquement variables, dans de nombreuses régions le risque de stress hydrique augmente et les quantités d'eau douce disponibles diminuent alors que leur qualité se dégrade. Les eaux de surface, souterraines et littorales sont toutes affectées selon leurs spécificités. À cela s'ajoute d'importants risques naturels, dont l'évolution en termes de fréquences et d'intensité reste incertaine : à la fin du XXI^e siècle, le nombre de personnes soumis à des risques d'inondation pourrait tripler. Les

¹ 5^e Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en octobre 2014.

impacts du changement climatique sur les secteurs reliés à la ressource comme la sécurité alimentaire, l'énergie, ou la biodiversité sont tout aussi interconnectés.

H.C : Tous ces changements appellent à de l'adaptation qui est le volet où nous sommes plus susceptibles d'être écoutés. La plupart des mesures et projets d'adaptation au dérèglement climatique portent en partie sur la question de l'eau. Cependant, la valorisation énergétique des eaux usées, l'hydro-électricité, l'efficience de l'eau peuvent aussi contribuer à réduire nos gaz à effet de serre? Le monde de l'eau est riche de nombreuses bonnes pratiques: amélioration des techniques d'irrigation, des-imperméabilisation des sols, traitement des eaux usées... En effet, on travaille depuis longtemps pour une gestion durable de l'eau dans un environnement changeant : urbanisation, consommations, démographie... afin de prendre progressivement en compte les questions propres au dérèglement climatique.

Quelles seraient les échelles d'application de ces actions ?

P.G : Des décisions doivent être prises à tous les niveaux – national, régional, local, échelle du bassin- même s'il est difficile de prévoir les effets au niveau local du fait d'une grande marge d'incertitude. Les décideurs vont devoir faire face à des choix difficiles pouvant nécessiter de lourds investissements. En

matière d'atténuation, l'échelle est plutôt nationale puisqu'elle concerne les engagements vis-à-vis de l'émission des GES ainsi que les plans nationaux liés au changement climatique.

Quelles solutions peut-on proposer dans un contexte de raréfaction croissante de la ressource ?

P.G : Il y a des solutions plus durables que d'autres. De façon générale, une approche équilibrée de la gestion de l'eau demande une utilisation plus efficiente des ressources disponibles pour satisfaire les différents usages, et la mobilisation de nouvelles ressources en eau. Pour ceci on devra utiliser des ressources non conventionnelles (réutiliser des eaux usées traitées et des eaux pluviales, réalimenter des nappes, dessaler...). Ces approches peuvent être déclinées au niveau des territoires en fonction de leurs spécificités.
HC : Le dérèglement climatique n'est pas qu'une menace, il est aussi une opportunité inespérée

d'améliorer le dialogue entre les différents secteurs des services essentiels pour une vision globale de la gestion durable de nos ressources naturelles. Aujourd'hui nous commençons à ressentir ces effets, le dérèglement climatique requiert un engagement sur le long terme, mais répond déjà à des préoccupations pour certains pays ou régions déjà réelles et palpables.

Comment articuler les besoins en termes de financement ?

P.G : Deux grands Fonds Climat ont été mis en place : le Fond Vert et le Fond d'Adaptation. Le Fond d'Adaptation, issu du protocole de Kyoto est déjà actif dans les pays en développement impliqués dans le protocole alors que le Fond Vert, décidé à Copenhague en 2009, et destiné à promouvoir l'adaptation et l'atténuation dans les pays en développement peine à atteindre son objectif de financement de 200 milliards de dollars annuels. François Hollande a par ailleurs annoncé lors de la dernière

Assemblée Générale de l'ONU, en septembre, dernier la contribution de la France à hauteur de un milliard dans les prochaines années, démontrant de la volonté d'exemplarité du futur pays hôte des négociations climat.

Dans le domaine de l'eau, même si les estimations sont entourées de nombreuses incertitudes, il est certain que les besoins financiers liés au climat sont considérables : le 5^e rapport du GIEC cite un chiffre de 225 milliards pour la construction d'infrastructures d'offres additionnelles (réservoirs, puits, infrastructures de désalinisation ou réutilisation des eaux) afin de répondre à l'approvisionnement en eau liée à la croissance démographique et économique et au dérèglement climatique d'ici à 2030. Les membres du PFE demandent que ces fonds soient ciblés en partie sur des projets portant sur l'eau afin de soutenir les régions les plus pauvres et menacées de notre planète.

Propos recueillis par
Diana Alfonso



LA SOLUTION À VOS PROBLÈMES DE RÉSEAUX : Les travaux sans tranchée

CANALISATIONS VISITABLES

ÉTANCHEMENT DE REGARD DE VISITE
RENFORCEMENT D'OUVRAGES
PAR PROJECTION DE BÉTON INJECTION
COQUES PRÉFABRIQUÉES

CANALISATIONS NON VISITABLES

INSPECTION PAR CAMÉRA VIDÉO
ROBOT DE FRAISAGE
ROBOT MULTIFONCTION
CHEMISAGE PONCTUEL, CONTINU
ÉCLATEMENT DE CONDUITE, TUBAGE

Z.A. de Marignac • Route de Lavaur • B.P. 18 • 31850 MONTRABÉ
E-mail : contact@dpsm.eu • www.dpsm-rehabilitation.fr

Tél. : 05 61 80 11 87
Fax : 05 61 80 11 31